

La campagne des élections municipales à Nice monte en tension. Dans un communiqué, le président du Département des Alpes-Maritimes, Charles-Ange Ginésy, accuse quatre colistiers du candidat Horizons à la mairie de Nice d'avoir tenu des propos « mensongers » et « diffamatoires » à l'encontre de l'action départementale lors d'une conférence de presse.

« La campagne électorale n'autorise pas tout »

À l'origine de la polémique, des comparaisons budgétaires et d'action publique sur près de deux décennies, présentées par des membres de la liste Horizons. Pour Charles-Ange Ginésy, ces analyses reposeraient sur une « manipulation des chiffres, des temporalités et des objets », en comparant des contextes institutionnels et économiques différents entre 2008 et 2026. Le président du Département dénonce une démarche « politicienne » et affirme que « *la campagne électorale n'autorise pas le mensonge* ».

Défense du bilan départemental depuis 2017

Le communiqué met en avant plusieurs indicateurs pour contester les critiques – Aide sociale à l'enfance : budget porté de 109 M€ à 146 M€ depuis 2017, avec une hausse des places d'accueil de 1 124 à 1 969. Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) : contribution passée de 77 M€ à 93 M€. Dette : baisse de 63 M€ en six ans malgré la tempête Alex et la crise Covid. La collectivité souligne également que la Chambre régionale des comptes, dans ses rapports de 2017 et 2023, a salué une gestion jugée « saine ».

Accusations de « propagande » contre les colistiers Horizons

Charles-Ange Ginésy accuse les intervenants de relayer « machinalement » les positions de leur tête de liste et d'ignorer les réalités conjoncturelles et institutionnelles. Il qualifie leurs propos de « propagande nauséabonde et diffamatoire », estimant qu'ils portent atteinte à l'action publique départementale.

Enjeu politique et institutionnel

Cet échange tendu illustre la porosité entre campagne municipale niçoise et bilan des collectivités départementales, souvent imbriqués dans les politiques sociales et territoriales locales.

La polémique souligne aussi le rôle des données financières publiques comme argument de

campagne, dans un contexte de concurrence politique accrue à Nice.

Une campagne qui se durcit

À quelques semaines du scrutin municipal, cette passe d'armes marque une montée des tensions entre acteurs politiques locaux. Le Département affirme défendre son bilan face à ce qu'il considère comme des attaques infondées, tandis que la bataille des chiffres s'invite au cœur du débat électoral niçois.

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)

Prénom ou nom complet

Email

☐ En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité